

plus haut, au fonctionnement de notre société : moins comme un emplâtre sur la jambe de bois du capitalisme néolibéral que comme un aiguillon qui rappelle à chacun, et aux politiques en particulier, que la dignité humaine est non négociable et que la solidarité est le ciment d'une société.

Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education - 2010



ANALYSES

De la roue de secours au poisson-pilote...

Le rôle des associations dans la société

Les associations de lutte contre l'exclusion sociale ne sont pas encore reconnues à leur juste valeur : une valeur économique, puisqu'elles sont de grandes pourvoyeuses d'emplois ; une valeur en termes d'humanité également. Au-delà de cela, quel rôle estiment-elles jouer dans la société ? Et quel regard Vivre Ensemble, qui rencontre environ 90 associations chaque année, peut-il poser sur leur action ? De la roue de secours au poil-à-gratter, les associations jouent décidément des rôles indispensables dans notre société.

Avec le soutien de la Communauté française



Cette analyse est disponible en format pdf (A4) sur notre site www.vivre-ensemble.be. Elle peut être reproduite et publiée. Nous vous demandons de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Vivre Ensemble Education, 2010

17000 associations en Belgique, 10% de l'emploi du pays... les associations occupent une place de plus en plus importante et de mieux en mieux reconnue dans le paysage économique. Ce sont les associations du secteur social qui ont connu la plus grande croissance en termes d'emploi (+ 39512 emplois entre 1998 et 2005, soit une augmentation de 46,9%). Des emplois souvent subsidiés : les fonds y sont d'origine publique pour 61,1%. La croissance de l'emploi associatif est 2,5 fois plus élevée que dans le reste de l'économie. Soulignons aussi l'importance du travail bénévole dans ces associations : s'il n'est pas repris comme tel dans les statistiques, il représente quand même 76000 emplois ETP.



« ICI, ON ME REGARDE COMME UN ÊTRE HUMAIN »

Nous percevons ici un premier rôle joué par les associations dans la société : dans un système où tout se monnaie, où la loi du plus fort, du plus rapide, du plus efficace règne en maître, les associations défendent et incarnent des valeurs aussi essentielles que le respect inconditionnel de la personne, la chaleur humaine, l'attention au plus fragile, la gratuité. En ce sens, elles sont

plus qu'une oasis au milieu du désert. Elles peuvent être vues comme un mouvement de résistance active à la déshumanisation de notre société.

« Ici, on se tracasse pour nous, si on ne vient pas on nous téléphone pour nous demander ce qui se passe. On est solidaire, on forme un groupe, comme une famille. Et ça, on ne trouve nulle part ailleurs », assure Francis, apprenant en alphabétisation au CIEP (Namur). « Ici, c'est le seul lieu où on me regarde comme un être humain », ajoute Alexandre, de la même association. « Ici, on respire, on rit, on chante, on change d'air, on vit des choses basiques », explique pour sa part un membre de Racynes.

Les associations répondent à ce point à un besoin de ce qu'on résumera par « chaleur humaine » que certaines personnes vont vers elles, non parce qu'el-

lesse d'autre part. Le RJF, pour sa part, travaille en collaboration régulière avec des parlementaires fédéraux.

Le rôle de poil-à-gratter du monde associatif vis-à-vis du monde politique consiste surtout, selon nous, à rappeler à ce dernier ses devoirs vis-à-vis des citoyens les plus fragiles, et à insister sans relâche pour que toutes les politiques mises en place prennent en compte les besoins et les difficultés spécifiques de ces publics. A rappeler également à la société dans son ensemble son devoir de solidarité, d'humanité, et de respect inconditionnel de la dignité humaine, notamment à travers l'accès aux droits garantis par la Constitution.

POISSONS-PILOTES

Enfin, les associations se voient « poissons-pilotes ». Pour leurs membres, d'abord : « Une fois que les femmes ont terminé leur formation dans la crèche, nous les aidons, si elles le demandent, à trouver un travail. Nous leur servons donc de guide », estime Willy Behiels, des « Petits câlins » à La Louvière. Envers « le système », pour d'autres : par son expérience avec les sans-abri, « Comme chez nous » est en mesure d'apporter sa pierre à une autre façon de penser la promotion de la santé. Là, ce rôle est associé à celui d'un

« grain de sable » - qui se rapproche, de par sa fonction, du poil-à-gratter - dans les rouages du système de santé traditionnel qui n'est pas adapté aux personnes marginales.

Nous avons déjà montré par ailleurs comment le secteur associatif a ouvert des pistes suivies plus tard par les pouvoirs publics : les maisons médicales, les entreprises de formation par le travail et les agences immobilières sociales sont les exemples les plus connus. Les nombreux jardins solidaires mis en place par les associations illustrent l'intérêt de combiner alimentation, contact avec la nature, réinsertion socioprofessionnelle et lien social. On peut aussi citer les commissions paritaires de location, même si celles-ci ont actuellement cessé de fonctionner, faute de financement.

D'autres objets, d'autres rôles ont été évoqués lors de ces rencontres associatives : le coup de pouce, la ficelle - trucs et ficelles, lien recréé - pièces de puzzle, colle, clé, massue - pour les coups de gueule -, grain de sable - pour dénoncer ce qui ne va pas dans les systèmes établis-,...

Les associations sont indispensables pour restaurer la dignité (et parfois assurer la survie) des personnes qu'elles rencontrent. Elles sont aussi indispensables, pour toutes les raisons évoquées

dans les rouages, comme le fait « Accompagner », à Bruxelles. Ses nombreux bénévoles accompagnent les personnes qui frappent à sa porte, les aident à voir clair dans leur situation administrative, dans les démarches à accomplir. Ils les accompagnent parfois physiquement pour faciliter les relations entre elles et les fonctionnaires ou travailleurs sociaux qui peuvent ou doivent les aider.

POIL-À-GRATTER

6 Quand on en vient au poil-à-gratter, les associations parlent plus naturellement des relations avec la société, le monde politique, qu'il soit local, régional ou fédéral. A La Rochelle ou à la maison de quartier Saint-Léonard (Liège), c'est dans le quartier qu'on « gratte » pour améliorer la qualité de la vie et lutter contre l'exclusion : un passage pour piétons sécurisé, un terrain de sport ou une plaine de jeux pour les enfants sans vacances,... autant de raisons de se faire entendre au niveau local. A Point d'appui (Liège), le lobby politique en faveur des demandeurs d'asile fait partie de la raison d'être de l'association.

Les associations sont moins nombreuses à se sentir concernées par ce rôle. Il

est vrai que c'est plutôt l'affaire des réseaux, comme le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) ou le Réseau pour la Justice fiscale. Le RWLP regroupe environ 25 membres – mais une soixantaine d'associations participent aux différents groupes de travail. Il se donne pour mission de favoriser l'expression des premiers concernés par la

pauvreté et de porter cette parole, sous la forme d'avis ou de recommandations politiques, auprès des autorités compétentes.

Le Réseau pour la Justice fiscale (RJF), quant à lui, regroupe une cinquantaine d'associations, mouvements, syndicats, et réclame par exemple une taxe sur les transactions finan-

cières, une lutte plus volontaire contre la fraude fiscale, la taxation des plus-values boursières, une fiscalité plus équitable. Dans certains cas, l'influence peut prendre non pas la forme de lobby, mais d'une collaboration à long terme : on prendra pour exemple l'élaboration, en concertation avec les associations, des rapports biennaux du Service de lutte contre la pauvreté, dans la lignée du Rapport général sur la pauvreté (1994) ; ou encore Agora, le dispositif de dialogue permanent entre les mouvements LST et ATD-Quart-monde, d'une part, et les acteurs de l'Aide à la Jeu-

les ont des problèmes matériels, mais parce qu'elles veulent sortir de leur solitude.

UN DOUBLE RÔLE

Vivre Ensemble a interrogé une série d'associations sur leur rôle tel qu'elles le perçoivent, en les invitant à l'illustrer par un symbole : un poisson (pour le rôle de poisson-pilote), une roue de secours, une goutte d'huile, un grain de sable, du poil-à-gratter,... Il s'agit de maisons de quartier, d'organismes de réinsertion socio-professionnelle (OISP), de maisons d'accueil pour sans-abri, de groupes d'alphabétisation, etc.

Ce qui est frappant, c'est que la majorité a envisagé ces rôles vis-à-vis de son public. Or, Vivre Ensemble, au départ, les concevait

plutôt comme des rôles au sein de la société dans son ensemble. Cela n'a rien d'étonnant : les associations, pour la plupart, travaillent « le nez dans le guidon », gérant le mieux possible leurs multiples contraintes : trouver des fonds, des subsides à l'emploi – avec ce que cela suppose de charge administrative et parfois de précarité -, des locaux, des partenaires pour mener à bien leurs activités ; faire face, par ailleurs, aux

limites de leur action. Des limites imposées par le budget, mais aussi par l'ampleur quantitative et qualitative des souffrances sociales et personnelles qu'elles rencontrent au quotidien. « *Je suis frustrée car je n'arrive plus à accueillir les gens qui en ont besoin !* », regrette Marie-Christine Ghysens, de l'asbl Cap Migrants, qui accompagne les demandeurs d'asile, les réfugiés, les sans-papiers dans la région de Liège. Elles ne perçoivent donc pas toutes de façon évidente la place qu'elles peuvent occuper dans la société et pas seulement par rapport à leur « public ».

Les pouvoirs publics ont tendance à déléguer au monde associatif – en le subsidiant – une part croissante de missions du domaine non marchand.

3 Vivre Ensemble, par contre, a la chance de connaître et de rencontrer régulièrement de nombreuses associations, et cela depuis une quarantaine d'années. Par son travail d'éducation permanente,

qui suppose d'analyser et d'étudier le contexte social actuel, elle est en mesure de prendre de la hauteur, de situer les associations dans une perspective plus globale que ne peuvent le faire ceux qui sont constamment « sur le terrain ». Pour chaque rôle, nous aborderons ci-dessous ces deux dimensions – de « terrain » et de société -, que les associations le fassent elles-mêmes ou pas.

ROUE DE SECOURS

Certaines se voient comme une roue de secours : colis alimentaire, laverie sociale, hébergement... : elles interviennent quand les personnes ne parviennent plus à subvenir à leurs besoins grâce à leurs revenus, qu'il s'agisse d'un salaire ou d'un revenu de remplacement. Des écoles de devoirs s'attribuent aussi ce rôle : roue de secours face à l'école, quand elle laisse sur le bord de la route les enfants qui ont des difficultés particulières liées à leur milieu social ou familial, à leur non-maîtrise du français quand ils arrivent d'un autre pays, ... Roue de secours par rapport aux parents, qui pour diverses raisons ne peuvent accompagner le travail scolaire de leurs enfants.

Sophie Crapez, de « Comme chez nous » à Charleroi constate que, dans son association, les sans-abri jouent le rôle de roue de secours les uns pour les autres. Cette réalité contraste avec l'image de l'assisté, passif et sans volonté de s'en sortir, que l'on attribue souvent aux habitants de la rue.

Les associations : roues de secours pour combler les lacunes de l'organisation sociale ? Notre sécurité sociale et notre système d'aide sociale, aussi performants soient-ils, n'empê-

chent pas qu'un Belge sur sept vive sous le seuil de pauvreté – et qu'un beaucoup plus grand nombre de personnes n'aient pas les moyens de vivre décemment. Nous l'avons vu plus haut, les pouvoirs publics ont tendance à déléguer au monde associatif – en le subsidiant – une part croissante de missions du domaine non marchand.

Cela peut être vu positivement :



les associations ont une expérience, un savoir-faire, une connaissance de la réalité sociale et des personnes qui les rendent souvent plus efficaces que ne pourraient l'être des initiatives venues du politique. Mais il ne faudrait pas que peu à peu, l'Etat se « débarrasse » de tout ce qui coûte sans rapporter immédiatement, notamment de tous les services aux personnes à faibles revenus (éducation, soins, culture, logement, nourriture, ...).

La vigilance est ici de mise : que l'Etat ne cherche pas à faire le travail que font les associations ; qu'il reconnaisse la proximité que celles-ci permet avec les personnes en situation de précarité, tout à fait d'accord. Mais attention au sous-financement permanent dans lequel vivent la plupart des associations. Cela ne les aide pas à assurer au mieux la fonction qui leur est attribuée.

Dans le contexte européen actuel, un autre grand danger guette : c'est que l'Etat se décharge sur le monde associatif de ses devoirs fondamentaux, à savoir d'assurer à tous les citoyens l'accès aux droits humains, dont le droit à des conditions de vie digne. Ce serait basculer vers un système de type anglo-saxon, beveridgien, où l'Etat assure le minimum (parfois même pas) vital en termes de santé, de pension, de revenus (et encore), et où les associations caritatives assurent la survie des laissés-pour-compte. La marchandisation et la privatisation croissantes des services, y compris des services publics tels que la santé, font que cette perspective ne relève pas chez nous de la science-fiction.

GOUTTE D'HUILE

Les associations, goutte d'huile ? Claudine Wilmart, d'Accueil et promotion des immigrés (Charleroi), compare son association à de l'huile, parce que « *c'est un produit précieux, présent dans toutes les civilisations. Il peut aussi être le carburant d'une lampe et ainsi apporter de la lumière.* » C'est aussi à l'huile en tant qu'aliment que fait référence Angela, de la maison communautaire « La Rochelle » (Roux-Charleroi), évo-

quant les deux repas communautaires et les deux ateliers de cuisine mensuels, ainsi que le jardin collectif créé sur un ancien terrain de football.

Certaines se sentent « goutte d'huile » quand elles aident quelqu'un à se remettre en ordre administratif : la personne peut ainsi refaire fonctionner les mécanismes qui lui donnent accès à ses droits. Egalement

Le rôle de poil-à-gratter du monde associatif vis-à-vis du monde politique consiste surtout, selon nous, à rappeler à ce dernier ses devoirs vis-à-vis des citoyens les plus

lorsque, comme « La Belle Diversité » à Hodimont (Verviers), elles proposent aux professionnels du secteur social, mais aussi à des demandeurs d'emploi, des formations visant à déconstruire les préjugés liés aux différentes cultures. Elles participent ainsi à rendre la vie en société plus harmonieuse.

La remise en ordre administrative est un bel exemple du rôle de goutte d'huile. Les rouages sont là : les différents bureaux, administrations, avantages, formulaires, existent pour permettre l'accès aux droits. Mais ils ne sont efficaces que si l'on sait les faire tourner. Or, pour diverses raisons – culturelles, psychologiques, de langue, ... - certaines personnes ne savent pas à quelle porte frapper, quelle démarche accomplir, que demander en fonction de leur situation particulière. C'est là que les associations vont mettre de l'huile